No. 47642

—
**Slovakia
and
France**

Agreement between the Government of the Slovak Republic and the Government of the French Republic concerning the exchange and mutual protection of classified information (with annexes). Bratislava, 26 January 2010

Entry into force: *1 June 2010 by notification, in accordance with article 16*

Authentic texts: *French and Slovak*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Slovakia, 19 July 2010*

—
**Slovaquie
et
France**

Accord entre le Gouvernement de la République slovaque et le Gouvernement de la République française relatif à l'échange et à la protection réciproque des informations classifiées (avec annexes). Bratislava, 26 janvier 2010

Entrée en vigueur : *1^{er} juin 2010 par notification, conformément à l'article 16*

Textes authentiques : *français et slovaque*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Slovaquie, 19 juillet 2010*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

Accord

entre

le Gouvernement de

la République slovaque

et

le Gouvernement de

la République française

relatif à l'échange

et à la protection réciproque des

informations classifiées

**Le Gouvernement de la République slovaque
et
le Gouvernement de la République française,**

ci-après dénommés « les Parties »,

Désireux de garantir la protection des informations et matériels classifiés échangés entre les États des Parties ou des organismes publics ou privés soumis à leurs lois et réglementations nationales respectives, ou produits conjointement par eux,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier : Définitions

Aux fins du présent Accord :

- 1.1. « **Informations classifiées** » désigne les informations, documents et matériels, quels qu'en soient la forme, la nature ou le mode de transmission, existants ou en cours d'élaboration, auxquels a été attribué un niveau de classification de sécurité et qui, dans l'intérêt de la sécurité nationale et conformément aux lois et réglementations nationales des États des Parties, requièrent une protection contre toute manipulation non autorisée ou tout autre type d'atteinte à la sécurité.
- 1.2. « **Contrat classifié** » désigne un contrat, un contrat de sous-traitance ou un projet dont l'élaboration et l'exécution nécessitent l'accès à des informations classifiées ou l'utilisation et la production d'informations classifiées.
- 1.3. « **Contractant** » désigne toute personne physique ou morale ayant la capacité juridique de négocier et de conclure des contrats classifiés.
- 1.4. « **Autorité de sécurité compétente** » désigne l'Autorité nationale de sécurité ou l'Autorité de sécurité désignée chargée par l'État de la Partie concernée de la mise en œuvre et de la supervision du présent Accord, en fonction du domaine concerné.
- 1.5. « **Partie d'origine** » désigne l'État de la Partie, y compris toute personne morale relevant de sa juridiction en vertu de ses lois et réglementations nationales, qui transmet des informations classifiées.
- 1.6. « **Partie destinataire** » désigne l'État de la Partie, y compris toute personne morale relevant de sa juridiction en vertu de ses lois et réglementations nationales, à qui des informations classifiées sont transmises.
- 1.7. « **Partie d'accueil** » désigne l'État de la Partie sur le territoire duquel une visite a lieu.
- 1.8. « **Besoin d'en connaître** » désigne le besoin d'avoir accès à des informations classifiées dans le cadre d'une fonction officielle donnée et en vue d'exécuter une tâche spécifique.

- 1.9. « **Tierce partie** » désigne les organisations internationales et les gouvernements des États non parties au présent Accord, de même que leurs personnes morales et leurs ressortissants.

Article 2 : Champ d'application

Le présent Accord constitue les règles communes de sécurité applicables à toutes informations classifiées échangées entre les États des Parties, y compris toute personne morale placée sous leur juridiction en vertu de leurs lois et réglementations nationales, ou produites conjointement par eux.

Article 3 : Autorités nationales de sécurité

- 3.1. Les Autorités nationales de sécurité sont :

Pour la République slovaque :

Národný bezpečnostný úrad,
Butadínska 30,
850 07 Bratislava ;

Pour la République française :

Secrétariat général de la Défense nationale,
51, bd de La Tour-Maubourg,
75700 Paris 07 SP.

- 3.2. Les Parties s'informent mutuellement par la voie diplomatique, sauf autres dispositions convenues, des Autorités de sécurité compétentes appropriées et de leurs points de contact, ainsi que de tout changement y afférent.

Article 4 : Principes de sécurité

- 4.1. Conformément à leurs lois et réglementations nationales, les États des Parties prennent les mesures propres à assurer la protection des informations classifiées transmises ou produites conjointement en vertu du présent Accord et leur accordent un niveau de classification de sécurité équivalent à celui qui est appliqué à leurs propres informations classifiées conformément aux dispositions de l'article 5 paragraphe 5.1.
- 4.2. Dès réception d'informations classifiées, la Partie destinataire leur appose sa propre classification nationale conformément aux équivalences définies à l'article 5 paragraphe 5.1.
- 4.3. L'accès aux informations classifiées est strictement réservé aux personnes habilitées au niveau requis et dont les fonctions nécessitent l'accès auxdites informations classifiées sur la base du besoin d'en connaître.
- 4.4. La Partie destinataire ne déclassifie ni ne déclassifie d'informations classifiées transmises sans l'accord écrit préalable de la Partie d'origine.

- 4.5. Les États des Parties se tiennent mutuellement informés, sans retard injustifié, de tout changement affectant la protection des informations classifiées échangées ou produites conjointement en vertu du présent Accord.
- 4.6. Les informations classifiées transmises ne sont pas utilisées à des fins autres que celles qui sont convenues entre les Autorités de sécurité compétentes.

Article 5 : Classifications de sécurité et équivalences

- 5.1. Les Parties s'engagent à assurer la protection des informations classifiées échangées et adoptent les équivalences de niveaux de classification de sécurité définies dans le tableau ci-dessous :

République slovaque	République française
PRÍSNE TAJNÉ	TRES SECRET DEFENSE
TAJNÉ	SECRET DEFENSE
DÓVERNÉ	CONFIDENTIEL DEFENSE
VYHRADENÉ	(Voir les paragraphes 2 et 3 ci-après)

- 5.2. La République française traite et protège les informations classifiées portant la mention « VYHRADENÉ », transmises par la République slovaque, conformément à ses lois et réglementations en vigueur relatives aux informations protégées portant la mention « DIFFUSION RESTREINTE ».
- 5.3. La République slovaque traite et protège les informations portant la mention « DIFFUSION RESTREINTE », transmises par la République française, conformément à ses lois et réglementations en vigueur relatives à la protection des informations classifiées portant la mention « VYHRADENÉ ».
- 5.4. Afin de maintenir des normes de sécurité comparables, chaque Partie, à la demande de l'autre, fournit toutes les informations requises relatives aux lois, réglementations et procédures de sécurité nationales appliquées pour assurer la sécurité des informations classifiées. Les Parties conviennent de faciliter les contacts entre leurs Autorités de sécurité compétentes respectives.

Article 6 : Procédure d'habilitation de sécurité

- 6.1. Pour l'accès aux informations classifiées, l'État de chaque Partie mène, conformément à ses lois et réglementations nationales, une procédure d'habilitation de sécurité.
- 6.2. Dans le cadre de la procédure d'habilitation de sécurité d'un ressortissant de l'État d'une des Parties qui a séjourné ou se trouve encore sur le territoire de l'État de l'autre Partie, les Autorités de sécurité compétentes se prêtent mutuellement assistance conformément à leurs lois et réglementations nationales.